

On ne recule pas devant l'avenir...

Robert Panero

La politique d'aménagement du territoire, c'est-à-dire de « géographie volontaire », s'est longtemps appuyé sur une politique de « grands aménagements ». Est-elle toujours aujourd'hui d'actualité ?

L'ère des grandes infrastructures est-elle terminée ? Bob Panero ne le pense pas...

Il mène un groupe de consultation et études à New York (Robert Panero Associates).

Avec ses collaborateurs, il échafaude des projets énergétiques et portuaires au Mexique, en Colombie et aux U.S.A. Voici ce qu'il dit pour « 2000 » en prenant le cas non d'un « pays neuf » mais de la France.

Il me semble qu'il y aura, à l'avenir, en France, encore plusieurs grands projets d'aménagement.

Les grands projets se décident en fonction de deux conditions : la nécessité (ou la taille des problèmes) ; l'opportunité.

La nécessité, elle, existe : elle tient à plusieurs facteurs : chômage, manque de productivité, création insuffisante, emplois nouveaux et accroissement de l'écart entre riches et pauvres au niveau national. La France qui a la plus grande qualité de vie dans le monde, réserve ses bénéfices à moins de 46 % de la population. Quelque chose doit être fait dans ce domaine.

Quant à l'opportunité, nous sommes convaincus qu'elle existe au niveau national ou international pour des projets de développement visant à réduire le chômage, à augmenter la productivité, à créer de nouveaux emplois et à diminuer l'écart entre les revenus. Plus les problèmes se feront aigus, plus grande sera la pression sur les pouvoirs publics, sur les partis politiques, sur les banques, sur le patronat, pour « faire quelque chose ». Une pression tenace en ce sens risque de donner lieu à des projets ou à des solutions « de façade » : ces projets peuvent diminuer la pression à court terme, à long terme ils font peu pour résoudre les problèmes de base.

Voici à titre d'exemple quatre projets : ils sont difficiles à réaliser parce qu'ils ne sont justement pas des projets de façade, mais qu'ils s'attaquent aux vrais problèmes.

Quatre « grands projets »

Création d'un nouveau port à l'Ouest de Brest entre l'île d'Ouessant et la côte du Finistère ; la mer y est très profonde mais une dizaine de petites îles donnent la possibilité de créer une large zone abritée, entourée de cités industrielles. La France pourrait y construire un port à l'échelle mondiale entre 1990 - 2050, entouré de zones industrielles spécialisées. Le développement de ce projet permettrait la création de nouveaux emplois, une augmentation de la productivité et le déclenchement d'une mise en valeur de la Bretagne, qui reste toujours à l'écart du développement de la France.

Un projet pour la Manche (en face de Dunkerque) qui comporterait la création de 14 îles en mer sur les hauts fonds entre Dunkerque et Ramsgate (en Grande-Bretagne). La Manche y est plus large qu'en face de Calais, mais la profondeur y est moins grande. De chaque côté de la Manche, les îles les plus proches des côtes peuvent être reliées entre elles et jusqu'à la côte par les ponts classiques en béton et acier, soutenus par des piliers à environ 15 m au-dessus de l'eau pour assurer une liaison routière. Au centre de la Manche, un tunnel de 10 km, (ou un pont suspendu) peut assurer à la fois la liaison routière et permettre le passage du trafic maritime.

Ces îles artificielles pourraient accueillir des centrales nucléaires qui offriraient une protection plus élevée que dans le cas d'une installation près des villes. Une des îles au centre de la Manche pourrait être aménagée comme port pétrolier desservant ainsi Anvers, Rotterdam et Londres. Sur les autres îles, on pourrait installer des équipements de loisir. On passerait, de marche en marche, comme dans un jardin japonais sur une route esthétiquement satisfaisante et peu onéreuse. La valeur des nouveaux terrains (couvrant à peu près 200 km²) devrait servir au financement de l'ensemble pont/tunnel.

De l'eau pour l'Espagne

La zone desservie par le Canal du Midi a toujours connu des grandes inondations venant du Massif Central et des Pyrénées. Dans toute cette zone, il y a des raisons de croire qu'il existe un énorme réservoir d'eaux souterraines. La création d'un système de contrôle des inondations et le développement de grands puits permettrait à la France d'installer deux pipelines en mer (de Biarritz à Bilbao et de Perpignan à Barcelone) pour transporter l'eau en excédent à destination de l'Espagne dans les zones qui, de tout temps, ont manqué d'eau. Ce projet permettrait de financer le développement du Sud Ouest de la France, en même temps qu'il stimulerait le développement des régions très pauvres de l'Espagne.

Le Massif Central a une faible densité de population et l'on recherche une activité forte. De nombreux terrains d'élevage actuellement déserts, pourraient accueillir

Un avenir axé sur l'anti-gaspillage plutôt que sur de grands aménagements (éolienne au Nouveau Mexique)

un élevage industriel de viande et cela à l'échelle mondiale. En comparaison avec l'Argentine et même l'Ouest des États-Unis, cette région offre un cadre favorable à un élevage moderne (qualité du terrain, taille et climat). Pourquoi ne pas créer une nouvelle industrie d'exportation de bœufs à grande échelle ?

